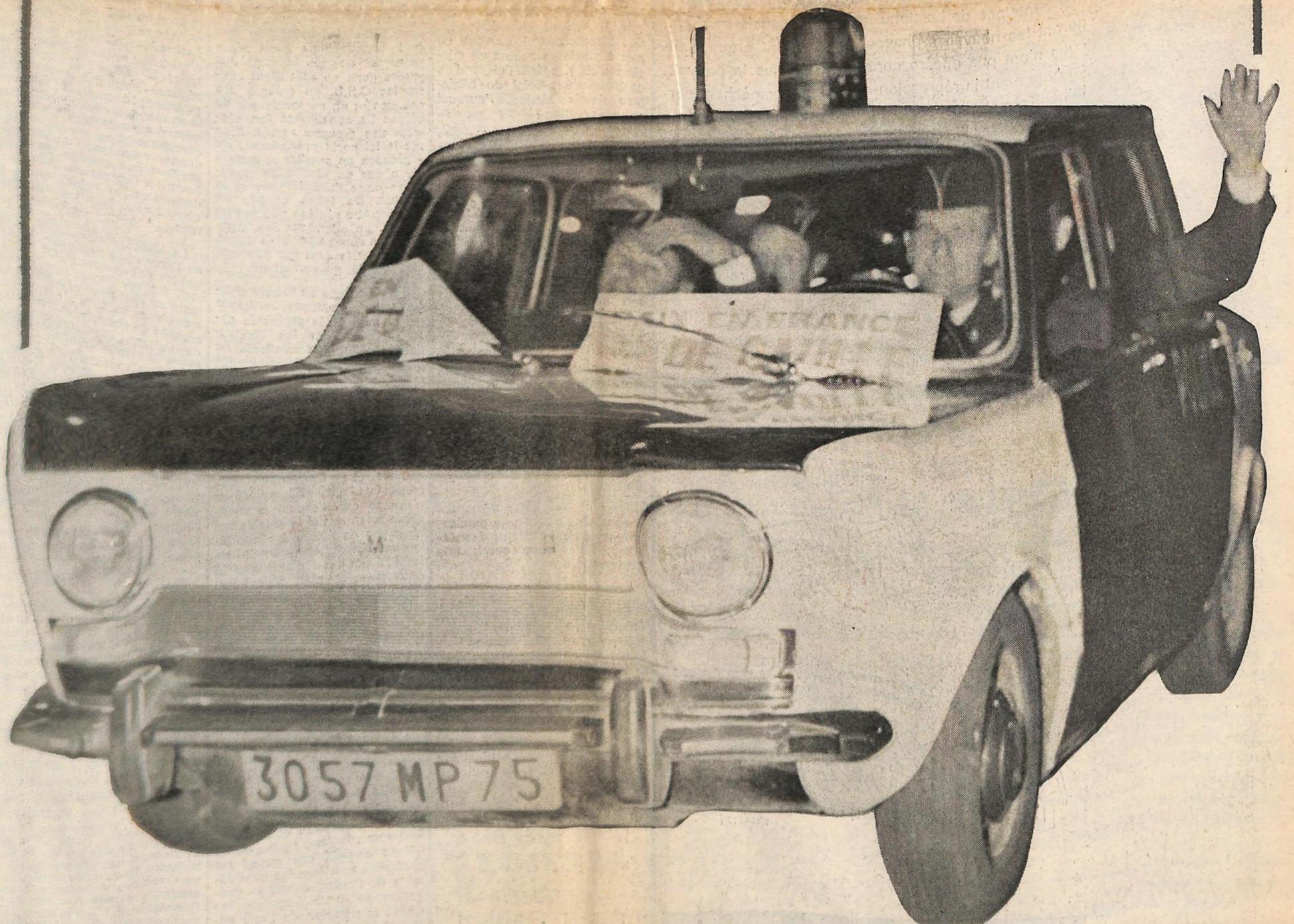


ACTION

N° 10 • VENDREDI 14 JUIN • PRIX MINIMUM : 0,50 F • Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

**DE GAULLE
LIBERE SON COPAIN
SALAN
ET INTERDIT LES NOTRES**



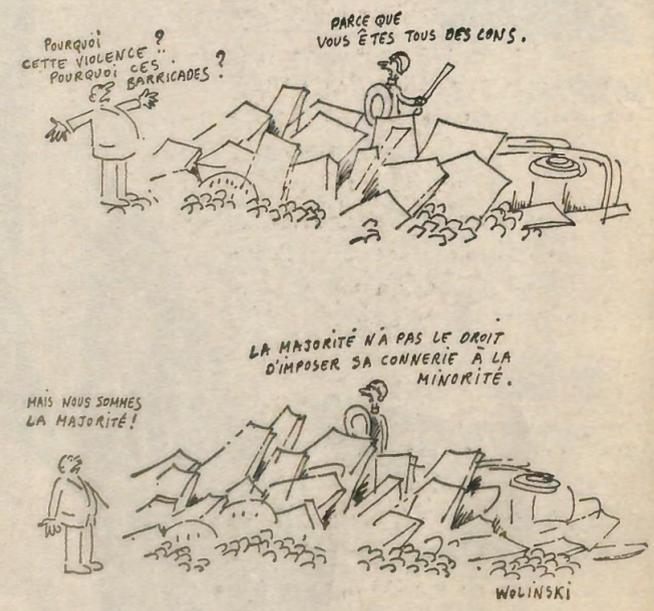
A NOUVELLES MENACES, NOUVEAUX COMBATS

Après avoir interdit les organisations politiques étudiantes, le gouvernement, avec tous les moyens de propagande sur lesquels il peut faire pression et avec le concours de mandarins universitaires lance maintenant une manœuvre de grand style contre la Sorbonne. Il veut attaquer le bastion de la mobilisation étudiante, centre de rencontre entre la population et les étudiants comme cette semaine, il a attaqué à Flins et à Sochaux, bases de résistance ouvrière. Cette campagne, faite avec la veule complicité des forces qui se réclament de la gauche, montre la fausseté de leurs proclamations d'attachement aux principes de la démocratie. Pour cette gauche, mieux vaut trois morts qu'un vrai débat politique. Après l'incapacité de prendre des initiatives, c'est maintenant leur lâcheté qui est mise en valeur.

Les forces de la réaction s'en rendent bien compte, « L'Aurore » ne disait-elle pas ce matin : « Le P.C. peut dormir tranquille. Il est désormais interdit de l'attaquer et de lui disputer sa clientèle sur sa gauche. C'est en somme sa récompense pour avoir manifesté sa bonne volonté depuis les accords de Grenelle et être resté dans la légalité tricolore ». Dans cette situation, il nous faut prendre les mesures politiques qui s'imposent. Les tentatives de reprendre la Sorbonne ne concernent pas seulement les étudiants mais des centaines de milliers de travailleurs. Ceux qui commencent à comprendre que la seule issue à leurs problèmes c'est la voie des grandes actions révolutionnaires de masse, la voie des luttes qui par la manière même dont elle se déroulent dépassent leurs objectifs initiaux qui au mieux ne peuvent être que réformistes.

C'est ce courant qui constitue notre force. La dissolution des groupes politiques ne l'arrêtera pas. Notre force se matérialise tous les jours depuis plus de deux semaines aux carrefours, près des bouches de métro, aux abords des usines, autour des Comités d'Action. Nous défendrons nos bastions, comme la Sorbonne, mais qu'on le sache, nous avons créé et nous créerons des centaines de bastions à partir desquels se dégageront les nouvelles phases de l'action. Ce que d'aucuns n'ont pas encore compris, c'est que le pouvoir, en aggravant la répression et en nous empêchant certaines formes d'actions, retourne à terme ces mesures contre lui. Car l'imagination révolutionnaire, c'est nous qui la possédons et nous seuls. Le pouvoir ne fait que moderniser les moyens de la contrainte.

Nous ne laisserons pas se refermer les ghettos qui séparaient étudiants et ouvriers. Travailleurs et étudiants ne laisseront pas le pouvoir reprendre ce qu'il a dû céder dans la rue.



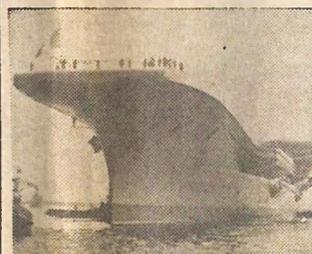
LE "CLEMENCEAU" S'EST-IL MUTINÉ ?

Le mouvement de mai a eu jusqu'à l'intérieur de l'Armée de profondes répercussions parmi les jeunes y effectuant leur service militaire : nous savions que dans certaines unités les jeunes appelés s'étaient organisés en comités, nous savions que dans un régiment de chars ils s'étaient préparés à mettre hors d'usage les engins au cas où ils auraient reçu l'ordre de monter sur Paris, nous savions que nombre d'entre eux avaient participé aux différentes manifestations en quittant les casernes.

Mais aujourd'hui une information d'une extrême gravité nous parvient de Brest et qui nécessite des éclaircissements immédiats de la part des responsables.

On parle d'une mutinerie à bord du porte-avion « Clemenceau » qui aurait fait de nombreuses victimes.

Ce qui est certain c'est que deux familles de Plougastel et une famille de Rosporden ont été avisées par les représentants de



la Marine Nationale que leurs fils, à bord du « Clemenceau », « ont été portés disparus en mer ».

Il est surprenant qu'un accident (si c'est l'hypothèse qui vient à l'esprit immédiatement des bien-pensants), survenu en mer à plusieurs marins en mission n'ait pas fait l'objet d'un communiqué officiel du Ministère de la Marine. Pourquoi cette discrétion ?

D'autre part d'autres éléments autour du « Clemenceau » épaississent le mystère.

Le commandant du « Foch », porte-avions identique au « Clemenceau » a-t-il quitté Brest pour relever le commandant du « Clemenceau » ? Pour quelles raisons ?

Le « Clemenceau » qui devait participer au programme d'essais atomiques du Pacifique est-il actuellement ramené sur Toulon (et non sur Brest son port d'attache) ? Pourquoi ?

Le « Foch » s'apprête à appareiller. Est-ce pour remplacer le « Clemenceau » dans le Pacifique ? Pourquoi ?

Que s'est-il passé maintenant sur ce porte-avions dont l'équipage de près de 3 000 hommes est composé pour une bonne part d'appelés originaires de Bretagne ?

Ces faits particulièrement graves nécessitent une explication rapide du ministre des Armées. Le silence serait une confirmation.

Contrairement à certaines informations diffusées par la radio, l'Action n'est pas interdite à la vente publique. Nous rappelons à nos diffuseurs que la vente par colportage occasionnel est autorisée et ne nécessite pas de carte délivrée par la préfecture de police. Toute manœuvre d'intimidation, comme celles dont ont été victimes plusieurs de nos diffuseurs hier est illégale.

**PERMANENCE
DIFFUSION
ACTION**

— SORBONNE —
Escalier B - Bureau 31

DES ÉLECTIONS, POUR QUOI ?

1/ LES LIBERTÉS A PRENDRE

Il n'existe pas en France de parti politique qui ne se pose en défenseur des libertés publiques. Pas encore. Pour mémoire, énumérons ces creuses libertés pour qui luttent ceux qui s'intitulent leurs défenseurs. Il y a les libertés fondamentales : égalité, sûreté, droit à l'intimité, liberté d'aller et de venir, droit de propriété. Il y a les libertés complémentaires : d'opinion, religieuse, de l'enseignement, de la presse, d'expression, et tous les régimes spéciaux appliqués aux modes d'expression tels que la radio, la télé, le théâtre et le cinéma. Il y a les libertés collectives : d'association, de réunion, de manifestation et d'attroupement sur la voie publique. Enfin il y a les droits économiques et sociaux : liberté de commerce et de l'industrie, statut de l'emploi, droit syndical, droit de grève.

L'article 34 de la Constitution de 1958 dispose : « La loi fixe les règles concernant les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques. »

Cette belle formule implique que certes le Parlement peut créer certaines libertés publiques, mais que ce qui n'a pas trait aux garanties fondamentales relève du pouvoir réglementaire c'est-à-dire du gouvernement.

LES PRÉTEXTES A LA RÉPRESSION

Il n'y a aucune liberté que le pouvoir réglementaire ne puisse empêcher sans pour autant toucher aux garanties fondamentales. La loi fournit toujours un prétexte à la répression étatique. Ainsi la dissolution des sept organisations peut s'appuyer sur une loi. Lorsque des jeunes gens se défendent contre les C.R.S. en portant des casques et en se munissant de bâtons ils constituent formellement des groupes armés. Bien sûr la loi parle précisément de « groupes de combat » ; mais il n'y a pas de distinction rigoureuse entre l'autodéfense et le combat. De telles choses ne peuvent être réglées que par un procès. En attendant, les organisations sont empêchées d'agir, ce qui est le seul but politique visé par le gouvernement.

Il n'existe pas en France d'organisation politique officielle qui ait abordé le problème essentiel posé par les dissolutions : celui du formalisme de la loi garantissant la liberté d'association. Le P.S.U. se contente de dire que le gouvernement cherche à déplacer les responsabilités — curieux argument dans la mesure où les organisations politiques ne rejettent aucunement leur responsabilité politique dans la crise actuelle. La Convention des Institutions Républicaines n'avance que l'argument technique selon lequel la dissolution n'est pas de nature à résoudre la crise. Quand au Populaire de la S.F.I.O., il se plaint que le gouvernement n'ait pas aussi dissous les comités d'action civique. Faut-il parler encore de l'Humanité qui cite intégralement et uniquement le communiqué du ministère de l'Intérieur en précisant — on se demande pour qui — les caractéristiques idéologiques de chaque organisation dissoute.

Ce qui s'est passé pour la liberté d'association peut se passer pour toutes les autres. La liberté syndicale peut être étouffée par simple application de l'interdiction des activités politiques, religieuses et commerciales du syndicat. La liberté de presse n'existe pas quand les journalistes se font les prédicateurs de l'ordre, quand le gouvernement peut interdire les ondes aux postes de radio périphériques, quand tout simple-

ment Messieurs Floriot et Prouvost sont les propriétaires desdits postes et campent dans les studios pour contrôler les bulletins d'informations. La liberté d'enseignement est une babiole pour radical-socialiste ou curé quand l'enseignement est devenu un moyen d'embrigadement idéologique au service du néo-capitalisme. Inutile de parler de l'égalité des races, des sexes puisqu'en régime capitaliste les employeurs sont seuls maîtres du choix de leurs employés et du traitement qu'ils leur infligent. En fin de compte, l'expression même de « libertés » n'a plus de sens puisqu'elle désigne aussi le droit de propriété.

La défense des libertés n'est qu'un argument électoral profondément malhonnête. Cela consiste à jouer démagogiquement sur l'inspiration des individus brimés, exploités, interdits de parole, d'action ou de séjour, matraqués par la police et découragés devant l'arsenal des lois.

UN COUP DÉCISIF AUX HIÉRARCHIES

Les libertés ne se revendiquent pas, elles se prennent. Depuis le 3 mai, des libertés ont été concrètement pratiquées et farouchement défendues par les travailleurs et les étudiants. Trois libertés surtout : d'expression, d'association et d'attroupement. Dans les facultés, les groupes de travail réunis à l'intérieur ou à l'extérieur des entreprises, dans les meetings de quartier, le principe le plus révolutionnaire — et si difficilement appliqué — a consisté à donner la parole à qui voulait la prendre et à qui pouvait concrètement communiquer avec l'assemblée. Donner la parole, c'est-à-dire le haut-parleur. Contrôler le rôle du président de séance. Supprimer toutes délégations permanentes. Ecouter la durée des mandats. Ne pas accorder d'autorité sacro-sainte aux assemblées générales. Redonner sans cesse la décision pratique aux comités de base. Favoriser l'expression et la communication par l'affichage et la discussion à tous les coins de rues.

La liberté d'association nous ne l'avons pas pratiquée en déposant des statuts ni en implorant des adhésions. Les travailleurs se sont associés pratiquement dans la lutte ; grâce aux comités de quartier, aux comités de liaisons étudiants-ouvriers, grâce à l'infrastructure matérielle que représentent les facultés, les travailleurs d'entreprises différentes ou des services différents d'une même entreprise ont pu pour la première fois se rencontrer, se consulter, s'organiser à la base. Des comités de contrôle ouvrier se sont ébauchés. Un coup qui risque d'être décisif a été porté aux hiérarchies politiques et syndicales qui cloisonnent et éparpillent la masse des militants.

Enfin, la liberté d'attroupement nécessaire pour exercer la pression de la rue et ouvrir la discussion publique, nous l'avons imposée en ne cédant pas aux interdictions préfectorales et en provoquant partout des petits meetings où le peuple se forme et s'informe, trouve de véritables écoles et une véritable presse.

Nous ne nous battons pas pour la liberté. Nous nous libérons. Dès aujourd'hui il nous faut conquérir une liberté classée comme fondamentale : celle de la personne. Nous ne le ferons pas par des procès et des pétitions, ni par des grèves symboliques. Nous ne le ferons pas en tirant des promesses à des candidats députés, candidats à l'impuissance. Nous le ferons en nous opposant concrètement à l'agression de l'Etat.

MEMENTO DE L'AGITATEUR COMMUNISTE (1)

Le matériel n'est pas fourni par « Services et Méthodes », ce matériel se crée au cours des discussions ouvertes aux carrefours des rues et sur les places publiques, entre les membres des comités d'action et les passants : travailleurs, étudiants.

« En face », au coin de la rue de Vaugirard et de la rue de la Convention, une réunion se tient en permanence. La participation, bien que renouvelée, est à peu près constante. La vieille société capitaliste mise à l'encan trouve ses défenseurs naturels. Ils se reconnaissent, la plupart du temps, comme gaullistes. Leur dernière ressource dans l'argumentation faussement politique de ces relégués : les élections.

Ce n'est pas l'expression de la volonté populaire qu'ils attendent de cette consultation, mais le maintien au pouvoir, coûte que coûte, du fauteur de désordre : de Gaulle, grâce aux filtres épurateurs — scrutin majoritaire — mis en place dans le système électoral de la bourgeoisie.

DES ELECTIONS IMPUISSANTES

Le problème des résultats électoraux n'est pas posé, mais par contre, l'assemblée de la rue s'interroge activement sur l'attitude à avoir face aux élections proposées. Mais aucun changement, aucun renversement véritable de l'ancien système n'est à espérer par le truchement des élections législatives. Alors il faut dire pourquoi.

Une majorité de gauche serait incapable et n'aurait électoralement parlé aucun moyen d'abattre la société capitaliste même si elle peut abroger quelques lois crapuleuses sur la Sécurité Sociale et le droit de grève. Par la voie parlementaire, cette majorité n'aurait aucun moyen pour déraciner la société capitaliste et ceux qui croient, ou affectent de croire, que la bourgeoisie nous a préparé pour notre émancipation future une voie de passage pacifique, démocratique et parlementaire au socialisme ; ceux-là sont des « marrants » mais aussi, et c'est plus grave, des contre-révolutionnaires.

Ceux-ci tentent d'ériger des barrières étanches entre la vraie révolution qu'ils disent inadaptable aux circonstances actuelles, et le petit « barbotage » électoral dont ils sont coutumiers.

Aujourd'hui, ils se contentent de noter avec satisfaction que, d'une part de Gaulle leur dé-

cerne un brevet de « civisme révolutionnaire », et que, d'autre part, le pouvoir les débarrasse de groupuscules politiques gauchistes, et remplis de provocateurs.

DES IDEES DANGEREUSES

L'idée que le mouvement de mai était révolutionnaire, et que seul un mouvement révolutionnaire pouvait, et a pu effectivement faire plier, même pendant un court moment, les représentants patronaux et gouvernementaux de la bourgeoisie, cette idée-là est dangereuse. La bourgeoisie fournit en mensonges et en subsides ses journaux et ses radios périphériques pour empêcher cette vérité de se répandre. Elle explique le contraire des actions les plus certaines, celles qui ont été accomplies par des millions d'hommes. Elle les dénature et, paradoxalement, la force politique qui devrait être son ennemi naturel — le Parti Communiste Français — prête la main, et intoxique ses propres troupes.

Pourtant le Mouvement révolutionnaire du mois de mai a plus obtenu en quelques jours que les partis de gauche en vingt ans. C'est cela que les prochaines élections législatives sont chargées de cacher à la vue des travailleurs. Personne ne croit vraiment qu'ils s'en offusqueraient, comme semblent le croire certains hiérarques du Parti Communiste. Les a-t-on assez entendu dire, ceux-là, que la classe ouvrière n'était pas prête, et que la situation n'était pas mûre et maintenant et hier, et demain, elle est quoi ?, elle est comment ? la situation.

LE HOCHET PARLEMENTAIRE

Qui veut nous faire croire que s'emparer électoralement de la majorité à l'Assemblée Nationale équivaudrait à s'emparer du véritable centre de pouvoir de la société capitaliste ? La bourgeoisie a depuis longtemps admis la nécessité du hochet électoral et parlementaire, en conservant par devers elle la propriété des véritables centres de pouvoir : les capitaux, la main-mise sur l'économie et l'Etat.

Cet Etat peut un jour, à la faveur d'une consultation électorale, se dire de gauche, mais s'il ne détruit pas d'abord et de fond en comble l'édifice des intérêts de la bourgeoisie, cet Etat ne pourra au mieux que le gêner, au pire les garantir en remettant les armes entre les mains des gendarmes et des C.R.S.

(1) Ce titre fut celui d'une brochure d'agitation du Parti Communiste en 1928.

ON N'INTERDIT PAS LA RÉVOLUTION

Plusieurs organisations révolutionnaires viennent d'être interdites. Mais il ne suffit pas de dissoudre un mouvement d'avant-garde pour qu'avec lui disparaissent les idées qu'il développait et les nécessités qui l'avaient fait naître.

Car cette interdiction ne résoud rien. Ni les problèmes politiques, ni les problèmes économiques, ni les problèmes universitaires qui sont tous à l'origine de notre action, et finalement de notre interdiction. Même plus, elle risque d'en créer de nouveaux en montrant à l'évidence, à des milliers d'étudiants et d'ouvriers, la nature d'un régime plus apte à manier la matraque et les décrets d'exception qu'à apporter des solutions aux problèmes posés. Cela d'ailleurs nous le savions, et la réaction du pouvoir n'a fait que nous le confirmer, avec d'autant plus d'éclat que la loi invoquée s'adressait précisément aux groupes et aux hommes en qui de Gaulle trouve aujourd'hui ses plus fidèles alliés (Occident, Salan et autres fascistes en voie d'amnistie).

LES VRAIES RAISONS DU POUVOIR

Faut-il pour cela en conclure que l'on va directement vers une fascisation de l'Etat ? Nous ne le pensons pas dans la mesure où le pouvoir ne possède pas encore une base solide pour asseoir un régime de ce type. La manœuvre gouvernementale est à plus courte vue. Il s'agit de laisser se dérouler « dans le calme » des élections qui des partis de droite aux partis de gauche sont souhaitées car démobilisatrices, et pour cela d'isoler des bons français soucieux de la « légalité républicaine » des éléments politiques contestateurs. Ceux-ci étaient regroupés au sein des groupes politiques dissous. Ils étaient — ils sont — d'autant plus dangereux pour le pouvoir que la contradiction entre l'ampleur d'une grève générale et les objectifs déçus était grande, que seuls ils pouvaient, après la trahison du « parti de l'ordre » capitaliser le mécontentement qui en résulte, que seuls ils pouvaient réimpulser une action révolutionnaire.

Le reste n'est que littérature. Les « ligues armées », les « milices privées », ne sont que des affabulations qui ne trompent

personne; le pouvoir serait bien en peine d'apporter la moindre preuve à l'appui de ses affirmations sans se contredire : les militants « dissous » étaient précisément ceux qui composaient le service d'ordre de l'U.N.E.F. dont la grande presse et la radio se sont plu à vanter la modération et le sang-froid. Ce qui n'exclut pas une machination de grande envergure : l'article de Paris-Press en première page du numéro du 13 juin, les interviews des « Katangais » de la Sorbonne complaisamment reproduits, l'insistance que mettent certains à parler de trafics d'armes, tout cela annonce la provocation typique visant à alimenter une mesure de dissolution qui, telle quelle, n'est pas suffisante pour être avalée par l'opinion publique. Aussi ne serions-nous pas étonnés que dans les prochaines heures plusieurs militants politiques soient arrêtés.

UN ACQUIS QUI NE PEUT ETRE DETRUIT

Si en bonne logique bourgeoise le raisonnement est « sain », la méthode employée pour le faire valoir fait preuve de cette myopie caractéristique propre à un gouvernement de répression. Car il est évident que les groupes d'avant-garde n'en vont pas moins continuer leur travail avec des militants encore plus éprouvés, dans des conditions qui politiquement ne sont pas fondamentalement détériorées, avec en plus, et pour la première fois, un écho qui dépasse de loin le niveau des simples contacts individuels. Le développement d'un courant révolutionnaire en dehors des cadres politiques et syndicaux traditionnels reste un acquis susceptible à brefs délais de relancer la lutte, à travers, notamment les militants révolutionnaires qu'on a tenté aujourd'hui de rayer d'un trait de plume.

Et là-dessus aussi bien le pouvoir que le P.C. sont d'accord et le prouvent : le premier en prenant les mesures précitées, le second en observant un mutisme gêné et lâche. L'interdiction en effet réduit à néant certaines affirmations péremptoires : « trotskistes, maoïstes et anarchistes » (à prononcer avec dédain) sont des alliés objectifs du pouvoir. Les uns et les autres viennent implicitement de le démentir.

SORBONNE : CONTRE LES PROVOCATIONS

Hier encore et ce matin, la campagne de presse contre la Sorbonne a pris de nouvelles proportions. La radio et les journaux ont trouvé là un dérivatif rêvé pour masquer les meurtres de Flins et de Sochaux.

Les radios aux ordres du pouvoir qui, à longueur de journées, ne retransmettent que la voix du pouvoir, donnent la parole aux « Katangais ». « Paris-Jour », ce matin, leur consacre la une plus une double page de photos. La presse à sensation a trouvé là une sensation à sa mesure.

Radio-Luxembourg parle d'épidémies, alors même que tout le monde à la Sorbonne sait que cela est faux.

Nettoyer la Sorbonne, la débarrasser de ceux qui seront à l'origine des provocations que souhaite le pouvoir n'est qu'une de nos tâches. C'est le sens des décisions prises hier par le comité d'occupation de la Sorbonne.

Depuis plusieurs semaines, les commissions universitaires ont réfléchi à la mise en place d'une « Université populaire » d'été qui, dans toutes les universités et principalement au Quartier Latin, permettrait d'approfondir les leçons de notre mouvement. La Sorbonne deviendrait le lieu privilégié de ces débats et de cette réflexion politiques, aujourd'hui plus que jamais nécessaires pour poursuivre la lutte pour les travailleurs comme pour les étudiants. La réforme de l'Université ne se fera pas en un jour, isolée des autres problèmes politiques de la société. Dans les jours à venir, à la Sorbonne, une assemblée générale réunira étudiants et enseignants qui pendant des semaines ont travaillé à ces projets.

Rassembler à la Sorbonne dans les mêmes débats, pen-

dant plusieurs mois, travailleurs et étudiants, telle est la réponse politique que nous donnons aux accusations de la presse sur notre nihilisme. Nous ne nous placerons pas sur le terrain des faits divers où la presse et le pouvoir voudraient essayer de nous cantonner.

COMMUNIQUE DU COMITE D'OCCUPATION DE LA SORBONNE

Après la campagne de presse déclenchée contre la Sorbonne et qui vise à discréditer notre mouvement, le comité d'occupation communique :

1° Un certain nombre de groupes irresponsables qui ne sont ni étudiants ni travailleurs profitent de la situation née ces derniers jours pour imposer un contrôle quasi policier dans certaines parties de la Sorbonne.

2° La situation sanitaire de la Sorbonne est mauvaise. Cela est dû à l'incroyable vétusté des locaux. Elle exige des mesures d'urgence qui ne pourront être prises que lorsqu'un certain nombre de locaux et d'escaliers seront évacués.

En conséquence, le Comité d'occupation a décidé en accord avec les diverses organisations étudiantes et enseignantes de fermer progressivement l'ensemble de la Sorbonne à l'exception de la cour, des cinq amphithéâtres donnant dans le hall de la bibliothèque et l'escalier C. Cette fermeture durera 48 heures de façon à nettoyer et à désinfecter l'ensemble des locaux. Le Comité d'occupation a depuis plusieurs jours cherché à faire accepter cette mesure à l'amiable aux groupes irréductibles. Devant leur refus il lance un appel à tous les militants, pour l'aider à garder la Sorbonne au service de la lutte.

Nous ne pouvons autoriser plus longtemps que soit donné au pouvoir le prétexte d'intervenir avec ses C.R.S.



ENRAGÉS DE TOUS LES PAYS

L'ANGLETERRE TREMBLE

Londres, 13 juin (A.F.P.). — Je ne suis venu diriger aucun mouvement étudiant dans ce pays, mais simplement demander aux étudiants britanniques d'affirmer leur solidarité avec les étudiants et ouvriers français », a déclaré mercredi soir, à Londres, M. Daniel Cohn-Bendit, au cours d'une émission télévisée de la B.B.C.

Londres, 13 juin (A.F.P.). — Après avoir évité une grève de la marine marchande dont les effets auraient été désastreux pour son économie, la Grande-Bretagne est maintenant menacée par une grève partielle des chemins de fer qui désorganiserait les transports ferroviaires, y compris les transports en commun londoniens, ainsi que par une grève totale des pilotes de la British Overseas Airways Corporation.

Les examens de sociologie de l'Université de Londres qui avaient commencé ont été annulés aujourd'hui, les sujets ayant fait l'objet de fuites.

Trois de ces examens devront être recommencés dans le courant du mois de juin. Les correcteurs, indique un communiqué de l'Université, prendront en considération le double effort qui sera ainsi demandé aux élèves.

ARGENTINE : PROCESSUS CONNU

La Plata (Argentine), 13 juin (A.F.P.). — La police a délogé mercredi quelque 300 étudiants qui venaient d'occuper l'université de La Plata, à environ 60 km au sud de Buenos Aires. Des arrestations ont été opérées au cours des escarmouches qui se sont produites entre étudiants et policiers.

Les étudiants protestaient contre l'interdiction par le doyen de la faculté de droit de la célébration de l'anniversaire de la « Réforme universitaire ». De nombreux professeurs ont eux-mêmes désapprouvé les termes de la déclaration faite par le doyen à cette occasion.

Ce que l'on appelle « Réforme universitaire » est un mouvement de rébellion, né à Cordoba en juin 1918, lorsque les étudiants réclamèrent et obtinrent l'autonomie des facultés et la cogestion.

Buenos Aires, 13 juin (Reuter). — Les stations de radio et de télévision argentines se sont vu ordonner de soumettre à une censure préalable des autorités toutes les informations ayant trait à la vie universitaire.

Montevideo, 13 juin (A.F.P.). — Dix policiers ont été blessés et soixante-six étudiants arrêtés au cours des violentes échauffourées qui se sont produites la nuit dernière à Montevideo entre étudiants et policiers.

Selon certaines rumeurs, le gouvernement serait sur le point d'adopter des « mesures rapides de sécurité » afin de faire face à la recrudescence de

l'agitation estudiantine, qui coïncide avec divers conflits professionnels paralysant une partie de l'administration ainsi que les cinq banques officielles.

RESISTANCE GRECQUE

Athènes, 13 juin (A.F.P.). — La Sûreté grecque aurait achevé son enquête sur une organisation clandestine d'étudiants dite « Rigas Ferraios » (du nom du poète et héros de l'indépendance grecque) et quatorze membres de cette organisation seront prochainement traduits devant le tribunal militaire d'Athènes.

Ankara, 13 juin (A.F.P.). — La révolte des étudiants a gagné. Aujourd'hui, à Ankara, les facultés des sciences et de pédagogie qui, après celles de droit, des lettres, de théologie et d'agronomie, ont décidé de boycotter les examens jusqu'à ce que le régime des épreuves soit assoupli, et jusqu'à ce que leurs revendications en matière de débouchés reçoivent satisfaction : 14 000 étudiants sur les 35 000 que compte l'université sont maintenant en grève.

Le mouvement se développe actuellement dans quatre universités (Ankara, Istanbul, Izmir et Erzurum) sur les huit que compte la Turquie.

CONGO « FRANÇAIS »

Kinshasa, 13 juin (Reuter). — Un groupe d'environ 250 élèves de l'enseignement secondaire ont manifesté aujourd'hui dans les rues de Kinshasa.

Les manifestants, dont l'âge variait entre 15 et 18 ans, affirment que des

irrégularités ont été commises dans l'organisation des épreuves d'examens qui leur sont actuellement soumises, certaines, déclarent-ils, portant sur les sujets non inclus dans les programmes.

AGITATEURS YANKEES

Washington, 13 juin (A.F.P.). — Un groupement d'agitateurs étudiants, les « étudiants pour une société démocratique », a annoncé que son objectif était de conclure une alliance entre étudiants et ouvriers « comme en France ».

Le groupe a précisé que son action d'infiltration dans les usines et les bureaux voisins commencera aux vacances. Depuis le début de l'année scolaire, il a déjà suscité des remous dans tout le pays.

BUDAPEST 1968

Vienne, 13 juin (Reuter). — Un certain nombre de jeunes Hongrois, des étudiants pour la plupart, ont été condamnés à des peines allant jusqu'à deux ans et demi de prison par un tribunal de Budapest pour « activités anti-État », rapporte aujourd'hui l'agence d'information yougoslave Tanjug.

BRESIL CIVIL

Sao Paulo, 13 juin (A.F.P.). — Un millier d'étudiants ont envahi la nuit dernière le bâtiment du rectorat de l'université de Sao Paulo, et ont obligé le recteur à répondre aux revendications des universitaires au sujet de la réforme de l'université locale.

MEETING CE SOIR A LA MUTUALITÉ

Alors qu'il attaque sauvagement à Flins, à Sochaux, à Paris, les centres de résistance ouvriers et étudiants, le gouvernement désire rejeter les conséquences de la brutalité de sa répression sur les organisations révolutionnaires en les interdisant.

Pour protester contre cette interdiction et contre la répression du pouvoir sous toutes ses formes, le Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire organise ce soir, vendredi 14 juin, à 20 h. 30, à la Mutualité (métro Maubert-Mutualité) un meeting présidé par Jean-Pierre Vigier, au cours duquel Jacques Sauvageot, Alain Krivine, Marc Heurgon, Bernard Herzberg, Gérard Bloch et Joël Grynbaum communiqueront leur appréciation sur la crise ouverte en France et sur les perspectives de lutte contre le pouvoir gaulliste et le régime capitaliste.

Le directeur de la publication :
Jean-Pierre VIGIER

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Grandes Imprimeries « Paris Centre »

142, rue Montmartre
Paris (2^e)

SOCHAUX APRÈS LA BATAILLE

Mercredi matin, après la bataille de mardi (1), personne ne travaille aux usines Peugeot. Dans la principale artère qui traverse les différents départements de l'usine, des centaines d'ouvriers, de femmes, de jeunes se racontent la journée d'hier et discutent de la situation. Le climat est à la fois grave (un deuxième mort a été annoncé ce matin) et joyeux : « On les a eus ». On est content et fier d'en avoir mis plein la vue aux C.R.S. Chacun raconte ce qu'il a fait dans la bataille, ce qu'il a vu durant les 17 heures de combat. On reconstruit quelques points chauds de la journée : le lundi matin vers 4 heures quand les C.R.S. sont arrivés par derrière l'usine en surprenant les piquets de grève (un ouvrier qui dormait s'est « réveillé » en se faisant matraquer), le barrage de l'avenue d'Helvetie avec un camion dont on a crevé les pneus, les rafales de grenades offensives tirées à hauteur de jambes (elles blesseront gravement 2 ouvriers à qui l'on devra amputer le pied), la manifestation dans Sochaux vers 15 heures aux cris de « tous aux barricades », les combats de plus en plus acharnés dans la soirée. Un fait est certain : lundi vers 21 h., les C.R.S. ne sont partis qu'à cause des démarches entreprises par les diverses personnalités et partis politiques. C'est la contre-atta-

quent les étudiants et les jeunes travailleurs de la capitale.

Une autre prise de conscience : l'intoxication de l'information. Toute la journée d'hier les radios (O.R.T.F. et postes périphériques) se sont ingéniées à dire qu'on ne savait pas qui avait tiré... Or chacun sait ici que lorsque les manifestants se sont emparés d'un car de C.R.S., ils ont aussitôt cassé les fusils qui s'y trouvaient pour ne pas avoir à s'en servir. Seuls les C.R.S. ont tiré. L'ensemble de la population de Montbéliard sait à quoi s'en tenir.

« ON NE FERA PAS COMME EN 65 »

La lutte des ouvriers de Peugeot s'est renforcée. La poursuite de la grève, lundi, dont les ouvriers de la carrosserie avaient pris l'initiative, s'est étendue aujourd'hui à l'ensemble du personnel. Celui-ci était partagé sur l'appréciation des avantages acquis. La bataille de mardi l'a résolue. Les ouvriers de Peugeot sont maintenant décidés à obtenir gain de cause sur ce que la firme avait refusé de négocier. Pas de récupération le samedi, pas d'accélération des cadences, législation

L'ENTREE DES JEUNES DANS LA BATAILLE

L'atmosphère est à l'attente, mais une attente déterminée. Les syndicats, les ouvriers savent que parmi eux, beaucoup sont décidés à ne pas reprendre pour quelques broutilles : les « jeunes turcs » comme on les appelle ici sont inorganisés. Ils entrent soudainement dans la bataille ces temps-ci avec une volonté d'« y mettre le paquet » qui inquiète les uns, qui redonne du courage aux autres, mais qui en tout cas étonne tout le monde (le patronat y compris). Ce sont les jeunes ouvriers de Peugeot (aidés par des jeunes travailleurs de toute la région alentour) qui ont accompli le geste le plus spectaculaire de la bataille de Sochaux : l'attaque du Cercle-Hôtel-Peugeot. Ce club est le symbole de la hiérarchie sociale du monde Peugeot ; batisse élégante, réservée aux ingénieurs et cadres, elle s'érige au milieu des usines comme les villas bourgeoises au milieu des cités ouvrières. Pendant l'occupation des usines, ce fut naturellement là que s'installa la direction. Puis, durant la bataille, le Cercle-Hôtel devint pour quelques heures le siège de l'état major des C.R.S. Sa mise à sac, en fin de journée était la destruction de la contrainte, le dévouement d'une violence contenue contre le « système ».

« Le lion (4) est mort » est affirmé en lettres rouges sur les murs de l'usine. Peut-être pas encore. Mais il est certainement blessé.

(1) Cf. Le premier écho sur la bataille de Sochaux dans ACTION du mercredi 12 juin.

(*) En 1965, les usines de Sochaux ont connu une grève qui s'est étalée sur 1 mois. Mais le patronat avait réussi

LA MAISON PEUGEOT

Les usines automobiles de Peugeot emploient 26 000 employés dont 15 000 O.S. (ouvriers spécialisés). Peugeot, par rapport aux autres « boîtes » de la région « pale bien » : beaucoup de travailleurs arrivent à se faire plus de 1 000 F par mois. Certains journaux ont parlé d'un prolétariat en voitures : effectivement, nombreux sont les ouvriers qui possèdent une automobile. Bref, du « bon travail social ». Et puis ici, on est dans l'Est, « on aime travailler ».

Mais voilà, la réalité est autre — 1 000 F par mois ? Ils se paient cher ! Les « doubleurs » (la plupart des O.S.) travaillent 9 h 15 mn par jour, 47 heures et plus par semaine. 130 cars de la firme Peugeot « ramassent » les ouvriers jusqu'à 70 kilomètres à la ronde. En hiver, avec les barrières de gel, il faut compter 4 à 5 heures de car par jour, qui, ajoutées aux 9 h 15 de présence à l'usine, font près de 14 h d'heures de travail et assimilées.

La pratique de « hauts salaires » (par rapport à ceux pratiqués dans le reste du pays de Montbéliard) est systématiquement récupérée par le patronat. Ce dernier met à la disposition de ses employés ses propres services de crédit. Et c'est l'escalade infernale entre la voiture Peugeot, le frigidaire et la nécessité de gagner plus, donc de travailler plus. La direction offre à bras ouverts ses usines le samedi pour ceux qui veulent s'adonner aux heures supplémentaires. Si l'on sait par ailleurs qu'entre le quart et le cinquième du salaire est versé en primes diverses (primes d'assiduité, primes antigèves, etc.) on pourra commencer à comprendre le système Peugeot.

Les cadences au travail à la chaîne obéissent aux mêmes lois. Il faut sortir tant de bagnoles par jour et la direction cherche tous les prétextes pour augmenter la productivité. C'est ce qui a été fait, en particulier, après les grèves de 1965. L'une des raisons pour lesquelles les jeunes travailleurs ont appelé à reprendre la grève lundi, c'était l'annonce — non officielle mais très officielle — que la direction entendait faire sortir 24 voitures de plus « par rang » (autrement dit, par unité de 9 h 15 de travail), et faire « récupérer » les heures perdues par la grève pendant 17 samedis.

La dictature Peugeot comptait effectivement sur une certaine tradition des travailleurs du pays de Montbéliard. Peugeot, le poumon de la région, arrivait à enfermer des travailleurs, habitués à de bas salaires et souvent de provenance paysanne, dans l'engrenage infernal fric-travail-abrutissement.

Mais, depuis plusieurs années, le climat change. Les jeunes n'acceptent plus ce piège à... De nombreux travailleurs ont subi avec amertume la défaite de 1965 (plus d'un mois de grève terminée par une quasi-défaite). Le recrutement de travailleurs étrangers au pays de Montbéliard (français et étrangers) a encore contribué à modifier la situation.

Une nouvelle génération n'entend plus se faire flouer. Elle se méfie de l'action souvent inefficace des syndicats. Avec les semaines de mai et de juin, elle a pris conscience d'elle-même. Peu formée politiquement encore, elle sent néanmoins qu'il faut faire sauter la dictature paternaliste de Peugeot. C'est elle qui la première a dit non à la reprise du travail ; c'est elle qui prit l'initiative de se battre contre les C.R.S. appelés par la maison. Désormais, les directives syndicales devront compter avec ces jeunes ouvriers qui ont écrit sur les murs : « Les usines aux travailleurs ».

O.R.T.F. NÉGOCIATION OU CAPITULATION

La grève de l'O.R.T.F. commence à devenir dangereuse pour le pouvoir. A Paris, malgré l'interdiction de la dernière opération Jéricho, les télé-spectateurs ont manifesté.

Mais certains éléments de l'intersyndicale semblent prêts à toutes sortes de concessions. Les propositions ridicules du ministre Guena sont considérées comme un pas en avant : elles consistent à créer une commission consultative représentant l'opinion du personnel auprès de la Direction générale, et à admettre 2 représentants de plus du personnel au Conseil d'administration, soit 4 représentants sur 20. L'intersyndicale a cru bon de reporter à plus tard le meeting qui devait se tenir à Périgueux sous prétexte qu'il ne fallait pas froisser le candidat député Guena au moment des négociations.

Il semble que certains membres de l'intersyndicale, sentant la probabilité d'une capitulation, veuillent se poser en hommes de compromis afin de récolter tous les fruits d'une bataille qu'ils n'ont jamais menée sincèrement. Il ne faut pas seulement changer le statut de l'O.R.T.F. Il faut aussi changer ses mandarins.



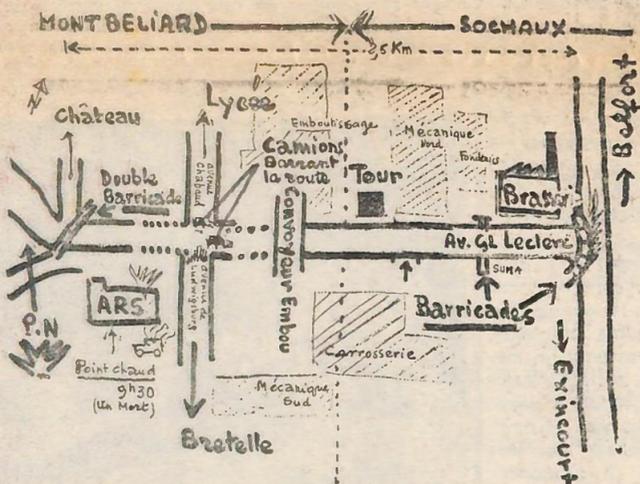
Envoyé spécial de « Paris-Jour » photographant un enrégé

A tous les enfants qui sont partis le sac au dos
Par un brumeux matin d'avril
Je voudrais faire un monument
A tous les enfants qui ont pleuré le sac au dos
Les yeux baissés sur leur chagrin
Je voudrais faire un monument.

Pas de pierre, pas de béton, ni
De bronze qui devient vert sous la morsure
Aiguë du temps
Un monument de leur souffrance
Un monument de leur terreur
Aussi de leur étonnement
Voilà le monde parfumé, plein de
Rires, plein d'oiseaux bleus, soudain
Griffé d'un coup de feu
Un monde neuf où
Sur un corps qui va tomber grandit une tache
De sang.

Mais à tous ceux qui sont restés les pieds
Au chaud sous leur bureau en calculant
Le rendement de la guerre qu'ils ont voulue
A tous les gras, tous les cocus qui
Ventrepotent dans la vie et
Comptent et comptent leurs écus,
A tous ceux-là je dresserai le monument
Qui leur convient avec la schlague, avec
Le fouet, avec mes pieds, avec mes poings,
Avec des mots qui colleront sur leurs
Faux plis, sur leurs bajoues, des marques
De honte et de boue.

Poème inédit de Boris VIAN.



Le plan de la bataille de Sochaux, le mardi 11 juin, les travailleurs, expulsés des usines, construisent des barricades aux deux extrémités de la zone industrielle

que des travailleurs et des jeunes de la région qui a contraint le préfet du Doubs à retirer les 3 500 C.R.S. et gardes mobiles du pays de Montbéliard.

« S'ILS AVAIENT LAISSE LES C.R.S. »

« S'ils avaient laissé les C.R.S. la nuit de mardi à mercredi, c'est pas 2 morts qu'il y aurait eus, c'est 10, 20 et il y en aurait eu parmi les flics », « les carabines de chasse étaient prêtes » (phrase entendue plusieurs fois), « les gars de l'Alstom étaient prêts à venir ». Il n'y a pas que des ouvriers qui parlent. Des gens de Montbéliard, employés et même commerçants, disent leur mot. Si le combat avait continué, c'est tout le peuple de Montbéliard qui aurait constitué l'arrière du front. Car ici, on a en quelque sorte découvert les C.R.S. On recevait avec acception les nouvelles de Paris. Aujourd'hui, beaucoup compren-

des libertés syndicales. « La direction (Peugeot) croyait qu'on accepterait de rentrer la tête basse comme en 65 (*) ».

RECU DE LA DIRECTION

Mercredi après-midi, un meeting réunit 3 000 ouvriers sur le champ de foire (ce qui est important, la majorité des ouvriers habitant à plus de 15 km de Sochaux). On fait le bilan de la bataille : 2 morts (2), 67 blessés sérieux, dont 3 très graves : un blessé par balles et 2 amputations du pied. Puis le délégué C.G.T. annonce que les discussions ont repris avec la direction. Celle-ci, maintenant, accepte de discuter de points qu'elle s'était refusé à négocier jusqu'ici, en particulier la législation des libertés syndicales, l'incorporation des primes dans le salaire de base, la réduction des horaires de travail (3), le paiement des heures de grève, etc. Les délégués syndicaux précisaient qu'ils ne s'engagent à rien signer sans avoir consulté auparavant les travailleurs.

à pourrir les situations. La reprise du travail s'était faite dans un climat de défaite cruellement ressentie.

(2) La deuxième victime s'est tuée en tombant d'un mur, alors que les C.R.S. le bombardaient de grenades lacrymogènes.

(3) Sur tous les points, la direction s'était refusée de garantir le moindre accord précis, se contentant de vagues promesses : « (...) 3° Une réduction progressive des horaires de travail ; 4° Des garanties concernant l'exercice du droit syndical... » (Présentation des « avantages » proposée par les directions pour la consultation du personnel le 4 juin 1968).

(4) Symbole-effigie de Peugeot.

LA GRÈVE CONTINUE

Dans de nombreuses entreprises de province, des négociations se poursuivent aujourd'hui. Mais le mouvement de reprise n'en affecte qu'un petit nombre. Dans la métallurgie du nord, dans la chimie et la métallurgie lyonnaise, la grève se poursuit en dépit d'espoirs qu'elle prendra fin dans les jours qui viennent. Dans la marine marchande, où la reprise devait en principe s'effectuer à partir d'hier, les marins et officiers se montrent réticents pour suivre la consigne donnée par leurs syndicats, notamment à Bordeaux et Marseille.

